

## Un premier mai de mobilisation, de colère et d'espoir

Ce premier mai, **journée internationale de solidarité**, se déroule dans une atmosphère de mobilisation inédite, de colère et d'espoir.

**Inédite dans un monde** que la guerre menace de toutes parts et contre laquelle les peuples se mobilisent en disant **NON** à **l'impérialisme**.

Mobilisation inédite en France car, même si la colère des masses montait depuis des années, les luttes des quatre derniers mois se sont structurées et ont démontré le caractère indispensable des organisations syndicales de base et la nécessité de travailler à un débouché politique qui pose bien sûr la question des retraites mais aussi celle de toutes les autres questions auxquelles le système capitaliste dominant essoufflé n'est plus en état de répondre, au niveau national comme au niveau européen et mondial. Ce qui impose de formuler une issue politique à cette crise de régime.

Colère car l'arrogance de notre élite néo-monarchiste apparaît nettement, non seulement parce qu'elle est déconnectée des réalités vécues par notre peuple mais parce qu'elle ne peut tout simplement pas reculer à cause de sa dépendance aux injonctions du patronat, de l'Union européenne et du Fonds monétaire international. Ce qui impose de formuler une issue politique à cette crise de régime.

Espoir parce que, même si le pouvoir n'a toujours pas craqué, les travailleuses et travailleurs, les jeunes, les retraité-e-s, les chômeuses et les chômeurs ont déjà pris conscience de leur existence en tant que collectivité d'intérêts alors que ce système est à bout d'imagination et à bout de souffle. Il peut encore espérer un temps capitaliser sur la fatigue de ceux qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois et sur ses forces de répression, mais nous sommes d'ores et déjà conscients qu'il n'est plus en état de trouver des solutions durables. Ce qui impose de formuler une issue politique à cette crise de régime.

Chose que les organisations politiques représentées au parlement se sont révélées incapables de faire même quand elles ont su répercuter les voix des masses au sein des institutions politiques officielles vermoulues. Le peuple de France ne peut tout simplement plus supporter le fait que le fruit de son travail lui échappe dans les « paradis fiscaux », dans les exonérations d'impôt, dans le financement des guerres impérialistes en Afrique ou en Ukraine, et qu'on exige de lui des sacrifices sans fin au profit de ceux qui n'en font jamais.

Car le combat pour le droit à la retraite et à la dignité, pour le droit à des soins de qualité, pour le droit au travail, pour le droit à la culture et à l'éducation, pour le droit à avoir des services publics de qualité, pour le droit à la paix et pour le droit à ne pas avoir peur de la répression au travail et dans la rue est à l'ordre du jour dans toutes les têtes, en France comme dans tous les pays où l'on applique les mêmes politiques.

L'Association nationale des Communistes a pris, là où elle existe, une place visible et active dans ce mouvement de masse aux côtés de nombreux regroupements de citoyennes et citoyens ayant les mêmes intérêts de classe et les mêmes espoirs de mettre fin au régime inique et désormais illégitime qui gouverne notre pays. Elle continuera à se tenir aux côtés de tous ceux et celles qui luttent pour une rupture politique et la construction d'un régime rendant le pouvoir au peuple, par le peuple et pour le peuple.